

Unité bidépartementale Calvados Manche  
1 rue Recteur Daure  
CS 6004  
14000 Caen

Caen, le 29/07/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 22/07/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **DISTILLERIE BUSNEL SAS**

Route de Lisieux  
27260 Corneilles

Références : 2025-403  
Code AIOT : 0005300779

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/07/2025 dans l'établissement DISTILLERIE BUSNEL SAS implanté DOMAINE DE LA POMMERAIE 14600 GONNEVILLE-SUR-HONFLEUR. L'inspection a été annoncée le 24/06/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre de l'action régionale "contrôle électrique".

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- DISTILLERIE BUSNEL SAS
- DOMAINE DE LA POMMERAIE 14600 GONNEVILLE-SUR-HONFLEUR
- Code AIOT : 0005300779
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La DISTILLERIE BUSNEL SAS est une société de fabrication de spiritueux faisant partie du groupe La Martiniquaise depuis 2003. Sur le site de Gonnevillle sur Honfleur, l'établissement entrepose des alcools de bouche à fin de vieillissement dans trois chais.

L'Inspection s'est rendue dans les chais 1, 2 et 3, au niveau du bassin incendie, de la réserve d'émulseur dans le hangar ouvert, de l'aire de dépotage, de la cuve inox 500 Hl servant au transit des alcools entre la citerne mobile et les chais.

#### Thèmes de l'inspection :

- AR - 1

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                                               | Référence réglementaire                         | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|-----------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| 1  | Etat des stocks                                                 | Arrêté Préfectoral du 26/10/2023, article 1.2   | Demande d'action corrective                                                                                                | 1 mois                |
| 2  | Périodicité du contrôle des installations électriques           | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66    | Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant                                                        | 3 mois                |
| 3  | Limite d'intervention du contrôle des installations électriques | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66    | Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant                                                        | 3 mois                |
| 4  | Plan d'action suite au contrôle des installations électriques   | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66    | Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                     | 3 mois                |
| 5  | Zonage ATEX et adéquation du matériel                           | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65    | Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                     | 3 mois                |
| 6  | Etat général visuel des installations électriques               | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66    | Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                     | 3 mois                |
| 7  | Moyens de lutte contre l'incendie                               | Arrêté Préfectoral du 26/10/2023, article 4.3.1 | Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                     | 3 mois                |
| 8  | Moyens de lutte contre l'incendie                               | Arrêté Préfectoral du 26/10/2023, article 4.3.1 | Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                     | 4 mois                |
| 9  | Moyens de                                                       | Arrêté Préfectoral du                           | Demande de justificatif à                                                                                                  | 1 mois                |

| N° | Point de contrôle       | Référence réglementaire   | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|-------------------------|---------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
|    | lutte contre l'incendie | 26/10/2023, article 4.3.1 | l'exploitant                                                                                                               |                       |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                                                        | Référence réglementaire                         | Autre information |
|----|--------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------|-------------------|
| 10 | Prévention des accidents liés au vieillissement                          | Arrêté Préfectoral du 26/10/2023, article 4.4   | Sans objet        |
| 11 | Organisation des stockages et dispositifs de rétention et de confinement | Arrêté Préfectoral du 26/10/2023, article 4.1.3 | Sans objet        |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a confirmé le respect du volume maximal d'alcool stocké, mais a mis en avant la nécessité d'améliorer la traçabilité et la disponibilité des états de stocks sur site. L'absence de contrôle réglementaire des installations électriques impose une mise en conformité rapide. La fiabilité des dispositifs de lutte contre l'incendie doit être renforcée, notamment sur le contrôle du volume d'eau du bassin et la défense assurée par les poteaux incendie communaux. Le suivi du vieillissement des installations, déjà engagé, devra s'inscrire dans la durée pour assurer la sécurité générale du site.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Etat des stocks

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/10/2023, article 1.2                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Etat des matières stockées                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>La capacité de stockage maximale calculée en fonction de la surface utilisable et du volume des différents bâtiments est de 967 m <sup>3</sup> d'alcool d'un taux alcoométrique moyen compris entre 55 et 65 %.<br>Chai 1 RDC 235 m <sup>3</sup><br>Chai 1 étage 120 m <sup>3</sup><br>Chai 2 RDC 189 m <sup>3</sup> |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Chai 2 étage 145 m <sup>3</sup><br>Chai 3 253 m <sup>3</sup><br>total : 942 m <sup>3</sup>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant indique à l'inspection qu'aucun dispositif informatique ne permet d'obtenir, depuis le site de Gonneville-sur-Honfleur, l'état des stocks en temps réel. La procédure actuelle consiste à contacter le site principal de la Distillerie BUSNEL situé sur la commune de Cormeilles dans le département de l'Eure. À la suite de cette demande, l'exploitant reçoit un courriel listant les quantités d'alcool de bouche présentes sur site, à savoir :</p> <p>Les quantités d'alcool se trouvent en partie confidentielle du rapport.</p> <p>L'exploitant respecte la prescription fixant la capacité maximale de stockage sur son site. L'inspection rappelle à l'exploitant que, conformément à l'arrêté préfectoral d'autorisation, les volumes de marchandises sont précisés par étage. L'exploitant précise qu'il transmettra, dans la journée, le détail des volumes par étage.</p> <p>Il est également rappelé que l'état des stocks doit pouvoir être mis à disposition des services de secours à tout moment, de jour comme de nuit. L'exploitant indique qu'un état des stocks sera intégré au Plan de Défense Incendie (PDI) disponible sur site. Il précise que les stocks n'évoluent pas quotidiennement et qu'un état des stocks est réalisé chaque trimestre.</p> |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection demande que, sous un mois, un état actualisé des stocks, soit intégré au Plan de Défense Incendie (PDI) disponible sur site. Cette mesure vise à garantir que les services de secours puissent disposer rapidement d'une information précise sur les quantités d'alcool stockées en cas d'intervention.</p> <p>Par ailleurs, l'inspection demande que la présentation des volumes stockés corresponde à la subdivision par étages telle que précisée dans l'Arrêté Préfectoral.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |

## N° 2 : Périodicité du contrôle des installations électriques

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entretien des installations électriques                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>A ... Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques »</p> |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>...</p> <p>Les dispositions du point A sont applicables au 1er juillet 2023.</p> <p>...</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant indique que les vérifications réglementaires des installations électriques n'ont jamais été réalisées sur le site de Gonneville-sur-Honfleur. L'exploitant précise qu'un contrôle initial est programmé pour le 27 août 2025. Un "avis de passage" référence n°0797054 27344322/1/1 du bureau de contrôle est présenté par l'exploitant.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection demande la réalisation des contrôles réglementaires des installations électriques dans les plus brefs délais. Le rapport de contrôle devra être transmis à l'inspection. En cas de non-conformités relevées, un plan d'action pour la remise en conformité devra être élaboré et communiqué à l'inspection en précisant si nécessaire les priorités des actions. Les actions correctives devant être engagées dans un délai maximum de trois mois à compter de la réception du rapport de contrôle.</p> <p>Compte-tenu que le contrôle est d'ores et déjà programmé, il n'est pas proposé de mettre l'exploitant en demeure de devoir faire le nécessaire.</p> |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |

**N° 3 : Limite d'intervention du contrôle des installations électriques**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entretien des installations électriques</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>A ... Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques »</p> <p>...</p> <p>Les dispositions du point A sont applicables au 1er juillet 2023.</p> <p>...</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Aucun rapport de contrôle des installations électriques n'étant disponible lors de la visite, ce point n'a pas pu être examiné. Cf. constat n°2.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection demande la transmission du rapport de contrôle des installations électriques dès sa réception.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |

|                                                                                                    |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------|
|                                                                                                    |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                      |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois                                                              |

**N° 4 : Plan d'action suite au contrôle des installations électriques**

|                                                                                                                                                                                     |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66                                                                                                       |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entretien des installations électriques                                                                                                      |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>A . Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique.                |
| <b>Constats :</b><br><br>Aucun rapport de contrôle des installations électriques n'étant disponible lors de la visite, ce point n'a pas pu être examiné. Cf. constat n°2.           |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>L'inspection demande la transmission du rapport de contrôle des installations électriques dès sa réception. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                       |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                                               |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois                                                                                                                                               |

**N° 5 : Zonage ATEX et adéquation du matériel**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entretien des installations électriques                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 48 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les équipements utilisés sont conformes aux dispositions des articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du code de l'environnement relatifs à la conformité des appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Constats :</b><br><br>L'exploitant a transmis un Document Relatif à la Protection Contre les Explosions (DRPCE), version 1 datée du 03/02/2023. À la suite de la première version de ce document, l'exploitant indique avoir mis en œuvre plusieurs modifications sur son installation, telles que la mise en place d'une procédure imposant l'utilisation de la pompe non ATEX uniquement en extérieur, l'ajustement du positionnement des luminaires dans le chai n°3, ainsi que l'installation des dispositifs de protection contre la foudre. Pendant le tour terrain, l'inspection a constaté la présence de dispositif contre la foudre dans l'armoire électrique du chai n°1, ainsi que la consigne d'utiliser la pompe "non ATEX" uniquement en extérieur. |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>Une version 2 du DRPCE, datée du 01/07/2025, a été transmise à l'inspection pour prise en compte de ces évolutions. Toutefois, il est constaté que l'observation relative à la présence de luminaires au-dessus des fûts dans le chai n°3 figure toujours dans cette nouvelle version du DRPCE.</p> <p>Lors de la visite sur site, l'inspection a pu constater que, sur la partie accessible lors de la visite, les luminaires du chai n°3 ne sont pas situés au-dessus des fûts. Il n'est cependant pas possible d'attester de manière certaine de l'état initial ou de la modification effective de leur emplacement, le DRPCE demeurant le seul document de référence sur la traçabilité des actions menées.</p> <p>Il conviendra donc que l'exploitant procède à une actualisation du DRPCE afin d'y intégrer la situation constatée, ou bien qu'il se conforme strictement aux préconisations initiales du document si les actions présentées lors de la visite s'avèrent insuffisantes au regard des exigences du contrôleur.</p> |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection demande la mise à jour du Document Relatif à la Protection Contre les Explosions (DRPCE) afin qu'il prenne en compte la préconisation suivante : "déplacer les luminaires du chai n°3 afin qu'ils ne soient pas situés au-dessus des fûts". Le DRPCE actualisé devra être transmis à l'inspection sous 3 mois.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |

#### N° 6 : Etat général visuel des installations électriques

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entretien des installations électriques</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>A ... Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques »</p> <p>...</p> <p>Les dispositions du point A sont applicables au 1er juillet 2023.</p> <p>...</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>En l'absence de contrôle réglementaire à ce jour, l'inspection pendant le tour terrain a pu observer la présence d'une seule armoire électrique, située au rez-de-chaussée du chai n°1, celle-ci étant en bon état apparent et fermée lors de la visite.</p>                                                                                                                                                                                                                       |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |

|                                                                                                             |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| L'inspection demande la transmission du rapport de contrôle des installations électriques dès sa réception. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                               |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant                                       |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois                                                                       |

#### N° 7 : Moyens de lutte contre l'incendie

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/10/2023, article 4.3.1                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Disponibilité des volumes d'eau pour la lutte contre l'incendie                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant dispose de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et précisés comme ci-après : une réserve d'eau (bassin) repérée et remplie au minimum de 140 m<sup>3</sup> d'eau en toute circonstance ;</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection s'est attachée à contrôler la présence effective, en toute circonstance et tout au long de l'année, d'un volume d'eau minimal disponible de 140 m<sup>3</sup> dans le bassin, comme indiqué dans l'arrêté préfectoral de l'exploitant. L'attention a également porté sur les modalités d'alerte prévues en cas de diminution du volume en deçà du seuil minimal requis.</p> <p>L'exploitant indique ne pas disposer de moyen de contrôle du volume sur ce bassin. Il précise que le volume d'eau varie très peu et que les apports en eau pluviale compensent généralement l'évaporation naturelle. À l'issue des échanges, la possibilité d'installer un dispositif sur le bord du bassin, avec des repères visuels d'alerte, a été évoquée afin de signaler toute baisse du niveau sous le seuil des 140 m<sup>3</sup>.</p> <p>L'inspection rappelle qu'il est indispensable de garantir, en permanence, la présence de cette réserve d'eau, conformément à l'arrêté préfectoral. Cette réserve constitue un élément de la stratégie de lutte contre l'incendie du site. En cas d'impossibilité de maintenir ce volume, l'exploitant devra mettre en œuvre des solutions compensatoires.</p> |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Dans un délai de trois mois, l'exploitant devra mettre en place un système de contrôle et d'alerte du niveau d'eau du bassin, permettant de garantir en permanence la disponibilité d'au moins 140 m<sup>3</sup> d'eau, conformément aux exigences de l'arrêté préfectoral.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |

#### N° 8 : Moyens de lutte contre l'incendie

|                                                                                                        |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/10/2023, article 4.3.1                       |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Disponibilité des volumes d'eau pour la lutte contre l'incendie |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les moyens internes de défense contre l'incendie de l'exploitant sont complétés par les points d'eau incendie communaux qui constituent la défense extérieure contre l'incendie. L'exploitant s'assure que les moyens de défense extérieure restent disponibles et que l'un des deux points d'eau incendie situés à moins de 200 mètres de l'établissement délivre au minimum 90 m<sup>3</sup>/h sous 1 bar. Ce débit est régulièrement mesuré selon une périodicité qui n'excède pas trois ans.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a demandé à l'exploitant de présenter le dernier rapport de contrôle de débit de l'un des deux poteaux incendie communaux identifiés comme faisant partie de la défense extérieure contre l'incendie (DECI) du site.</p> <p>Deux poteaux incendie communaux se situent à moins de 200 mètres de l'entrée principale du site. Selon la stratégie de défense incendie du site, un débit d'eau de 90m<sup>3</sup>/h est nécessaire. Comme les deux poteaux sont réputés avoir un débit supérieur à 90m<sup>3</sup>/h, un seul poteau incendie devrait pouvoir garantir le besoin en eau pour la lutte contre l'incendie.</p> <p>Ce contrôle doit dater de moins de trois ans et attester d'un débit minimal de 90 m<sup>3</sup>/h sous 1 bar. L'exploitant indique ne pas être en possession de ce document à la date de la visite.</p> |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant devra transmettre à l'inspection, dans un délai de quatre mois, le rapport du dernier contrôle de débit (datant de moins de trois ans) d'au moins l'un des deux poteaux incendie communaux identifiés comme faisant partie de la défense extérieure contre l'incendie du site, attestant d'un débit minimal de 90 m<sup>3</sup>/h sous 1 bar, et mentionnant expressément la date de réalisation du contrôle.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <p><b>Proposition de délais :</b> 4 mois</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |

#### N° 9 : Moyens de lutte contre l'incendie

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/10/2023, article 4.3.1</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Système de détection incendie</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant dispose de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et précisés comme ci-après : Un système de détection automatique d'incendie (système de détecteurs double technologie : optique et thermique) équipant les chais 1 à 3 et renvoyant les alarmes vers un télé-opérateur disponible 24 h/24.</p>                      |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a constaté la présence d'une centrale de détection incendie installée dans le bureau du chai n°1. L'exploitant indique que ce dispositif est en service depuis la fin de l'année 2024. L'inspection a également constaté que chacun des trois chais est équipé de têtes de déclenchement incendie. L'exploitant précise que les détecteurs installés reposent sur deux</p> |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| technologies de détection: optique et thermique.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>L'exploitant indique que les documents relatifs à la centrale de détection incendie sont conservés sur le site de Cormeilles dans l'Eure. L'inspection demande à recevoir, sous un mois, les documents attestant de la date d'installation de la centrale de détection incendie (rapport d'installation / procès-verbal de réception). |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Proposition de délais :</b> 1 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |

**N° 10 : Prévention des accidents liés au vieillissement**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/10/2023, article 4.4                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, suivi du vieillissement des installations                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Les installations et équipements (cuves aériennes inox, rétention associée et vanne de barrage entre la rétention extérieure et la lagune Nord) figurant en partie 4 [étude des dangers] du dossier de demande d'autorisation environnementale font l'objet d'un suivi spécifique afin de prévenir les risques d'accidents liés à la vétusté et au vieillissement de ceux-ci et de s'assurer de leur niveau de sécurité. Pour ces installations et équipements, l'exploitant établit Un état initial, un programme de surveillance et met en œuvre Un plan d'inspection conformes aux dispositions des articles 2 à 8 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé. L'état initial, le programme de surveillance, les résultats de cette dernière et les justificatifs des interventions éventuelles sont tenus à la disposition des installations classées. |
| <b>Constats :</b><br><br>L'exploitant dispose désormais d'une seule cuve inox d'une capacité de 500 hectolitres, utilisée comme cuve de transfert entre les opérations de dépotage de camions-citernes et le remplissage des fûts de vieillissement. L'exploitant a mis en place une procédure interne pour le contrôle des équipements mentionnés en partie 4 [étude des dangers] du dossier de demande d'autorisation environnementale, ces derniers faisant l'objet d'un suivi spécifique afin de prévenir les risques liés à la vétusté et au vieillissement et de garantir leur niveau de sécurité.<br><br>L'exploitant a présenté, à l'appui de ses déclarations, un tableau de contrôle renseigné pour la première année de vie des équipements.                                                                                                                                                  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |

**N° 11 : Organisation des stockages et dispositifs de rétention et de confinement**

|                                                                                  |
|----------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/10/2023, article 4.1.3 |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etanchéité des rétentions                 |
| <b>Prescription contrôlée :</b>                                                  |

Les rétentions de chaque chai permettent de contenir 50% des volumes entreposés additionné au plus grand volume dimensionné d'extinction de 73 m<sup>3</sup>.

**Constats :**

Lors de la visite terrain, l'inspection s'est attachée à contrôler l'étanchéité des rétentions au sein des chais 1 et 2. En effet, lors de la visite d'inspection du 24 novembre 2023, l'inspection avait observé des remontées d'eau dans ces chais, ce qui indiquait que les rétentions n'étaient pas étanches.

L'inspection s'est rendue dans les chais n°1 et n°2. Aucune remontée d'eau n'a été constatée au niveau du point bas de ces chais lors de la visite. L'exploitant indique avoir réalisé des travaux d'étanchéité au niveau du regard situé en point bas de chaque chai, afin de garantir l'étanchéité des installations.

**Type de suites proposées :** Sans suite